Le Rouage

Le bulletin d'information du Conseil permanent de la jeunesse

LE ROUAGE - VOLUME 5 NUMÉRO 4 - NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2006

MOT DE L'EXÉCUTIF

L'année 2007 est à nos portes. Le Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) entamera cette nouvelle année avec une énergie digne de la jeunesse québécoise! Pour marquer ce nouvel an, nous participerons très activement aux travaux entourant la réflexion sur la modernisation du CPJ et à différents groupes de travail du Comité des partenaires de la Stratégie d'action jeunesse.

Aussi, des groupes de discussion seront réalisés prochainement dans le cadre de deux dossiers de recherche actuellement en cours, soit la santé psychologique des jeunes au travail et la promotion des saines habitudes de vie et la prévention de l'obésité. Nous tenons d'ailleurs à remercier les organisations qui nous ont déjà ou qui nous aideront à cibler les jeunes que nous rencontrerons.

Comme vous pouvez le constater, la réalisation du plan d'action du CPJ va bon train! Nous sommes fières du travail effectué par toute l'équipe du CPJ et espérons que vous serez ravis à votre tour lors du lancement de nos recherches et avis.

Sur ce, nous vous souhaitons, au nom de toute l'équipe du CPJ, un très joyeux temps des Fêtes et une excellente année 2007!

Sophie Paquet, présidente

Hélène Dumais, vice-présidente

DANS CE NUMÉRO :

Consultation publique ..... p. 2
Opportunités ..... p. 3
Suivi des dossiers en cours ..... p. 7
Affaires internationales ..... p. 9
En bref... ..... p. 10

CONSULTATION PUBLIQUE

Jeunes en action : contre le racisme et les discriminations

Dans le cadre de la consultation publique de la Commission de la culture : « Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination », le Conseil permanent de la jeunesse a présenté, le 24 octobre dernier, un mémoire intitulé *Jeunes en action : contre le racisme et les discriminations*. Dans ce mémoire, le CPJ propose des mesures afin que le gouvernement porte une attention particulière aux réalités vécues par les jeunes et fasse en sorte que ceux-ci aient les moyens d'agir positivement suite à l'établissement de la politique de lutte contre le racisme et la discrimination.

Le Conseil propose d'abord de profiter des importants changements en cours dans les écoles secondaires entraînés par la réforme tels que l'instauration des cours *Histoire et éducation à la citoyenneté* ainsi que dans celui du domaine général de formation *Vivre - ensemble et citoyenneté*.

Le Conseil suggère ensuite des mesures visant à aplanir les inégalités sociales selon l'origine ethnoculturelle des jeunes. Le Conseil propose également de mieux tenir compte des situations particulières vécues par les jeunes Autochtones et ceux issus de l'immigration et des minorités visibles dans les centres jeunesse.

La troisième partie du mémoire présente, quant à elle, une avenue peu explorée par le document de consultation, soit favoriser la participation citoyenne de tous les jeunes, mais plus particulièrement des jeunes issus de l'immigration et des minorités visibles afin de lutter contre le racisme et la discrimination. Le Conseil reprend dans cette partie les principales recommandations de son avis *Jeunes : citoyens à part... ENTIÈRE!* Il propose ainsi de mettre en place, dans le cadre de la politique de lutte contre le racisme et la discrimination : un service citoyen offert à tous les jeunes; des mesures visant à assurer plus de diversité et de démocratie dans les organisations jeunesse; et finalement, l'organisation annuelle d'un événement jeunesse interculturel, organisé par le futur Comité de représentation et de concertation des jeunes des communautés culturelles et des minorités visibles dont la création est prévue par la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 du gouvernement.

Le Conseil conclut son mémoire avec quelques considérations générales dont l'objectif est de mieux « coordonner les efforts », tel que le prévoit la première orientation du document de consultation. Il s'agit d'inclure les Autochtones et d'envisager sérieusement la possibilité de lutter contre toutes les formes de discrimination interdites selon la Charte des droits et libertés de l'homme. Le Conseil recommande enfin de réaliser à court terme une campagne de sensibilisation contre le racisme et la discrimination ainsi qu'une campagne de promotion de la diversité auprès de la population, avant même l'adoption d'une politique plus globale, et finalement, de clarifier les étapes et l'échéancier devant mener à l'adoption d'une politique de lutte contre la discrimination.

? Le mémoire est disponible à l'adresse suivante :

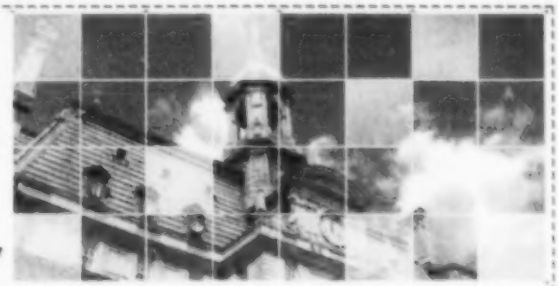
Opportunités

Siégez comme conseiller de ville pendant 3 jours!

20e ÉDITION

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL

Du 26 au 28 janvier 2007



Le Jeune Conseil de Montréal (JCM) est la simulation municipale la plus importante en Amérique du Nord et, cette année, le JCM fête ses 20 ans durant la session qui se tiendra du 26 au 28 janvier 2007. Le JCM est présentement en période intensive de financement et, surtout, de recrutement.

Chaque année, le JCM réunit des dizaines de participant(e)s de 16 à 30 ans qui siègent à la place des conseillers de la Ville de Montréal. De ce fait, le JCM constitue une excellente occasion de débattre des grands dossiers politiques, sociaux et économiques actuels touchant la métropole; de se familiariser avec le fonctionnement de la politique municipale, de développer vos habilités oratoires et de rencontrer des gens de tous les milieux ayant des champs d'intérêts diversifiés.

Pour plus de détails et pour vous inscrire, visitez le

Pour information : Kévyn Gagné
Kevyn.gagne@umontreal.ca

Conformément au souhait exprimé dans la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 de resserrer les liens entre les jeunes du Québec et des communautés francophones et acadienne d'ailleurs au pays, et dans la foulée du lancement de la nouvelle *Politique du Québec en matière de francophonie canadienne*, laquelle souhaite accorder une grande importance à la jeunesse, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) invite les intervenants jeunesse québécois à s'inscrire dans la section jeunesse de leur banque de partenaires potentiels.

Les organismes intéressés à établir un dialogue et à tisser des relations avec d'autres francophones sont donc invités à aller sur le lien suivant où ils trouveront toute l'information sur la banque de partenaires et où ils pourront procéder à leur inscription tout à fait gratuitement.

Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes
Québec

Oxfam International Youth Partnerships — APPEL DE CANDIDATURES

PARLEMENT INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE DE OXFAM 2007-2010

Vous avez jusqu'au 31 janvier 2007 pour vous inscrire au Parlement international de la jeunesse de Oxfam 2007-2010, un réseau international de jeunes qui travaillent avec leurs communautés pour arriver à un changement positif, équitable et durable. Si vous contribuez à faire de votre communauté un environnement agréable, vous pouvez poser votre candidature pour faire partie du Parlement international de la jeunesse de Oxfam. Entre 2007 et 2010, vous aurez l'opportunité de développer vos compétences, vos connaissances et votre savoir-faire et de les partager avec d'autres jeunes.

? Pour plus d'information, visitez le site Internet : www.yp.oxfam.org

Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse

PROJET THÉMATIQUE PORTANT SUR LES JEUNES ET LA POLITIQUE MUNICIPALE/COMMUNALE

L'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ) au Québec, en partenariat avec le Bureau International Jeunesse (BIJ) de Bruxelles, met sur pied un projet thématique portant sur les jeunes et la politique municipale/communale.

Concrètement, ce projet se présente sous la forme d'une délégation de Québécois et de Belges francophones qui prendront part à une série de rencontres sur le territoire de la Communauté française de Belgique, avec de jeunes élus communaux, des personnes-ressources en mesure d'expliquer le fonctionnement de la démocratie locale ainsi que des regroupements ou organismes concernés par la démocratie locale et l'implication des jeunes dans celle-ci.

? Tous les détails ainsi que le formulaire d'inscription sont disponibles à l'adresse suivante : www.aqwbj.org/article560.html

REVIENS EN RÉGION

PLACE AUX JEUNES CHARLEVOIX LANCE UN AVIS DE RECHERCHE :

Tu as entre 18 et 35 ans, tu es aux études ou tu viens de les compléter ? Tu désires effectuer un retour aux études ou réorienter ta carrière ? Tu es en recherche d'emploi ou tu penses fonder ton entreprise? Tu veux participer activement au développement économique et social de ta région ? Peu importe ta situation, tu tiens d'abord et avant tout à demeurer dans Charlevoix ou à y effectuer un retour : voilà ce qui te démarque et te qualifie pour vivre une aventure hors du commun où tu apprendras à connaître la région de façon plus approfondie, où tu développeras un réseau de contacts, et où tu partageras ton rêve de vie dans Charlevoix... Tu pourras vivre trois fins de semaine inoubliables avec des jeunes qui partagent ta vision, et tout cela est entièrement gratuit... On peut te donner un coup de pouce pour rendre ton avenir à la hauteur de tes rêves ! Contacte-nous sans tarder pour t'inscrire, car les places sont limitées.

Place jeunes Charlevoix

Tu désires en savoir plus ?

Lyne Tremblay,
agente de migration PAJ/Desjardins

(418) 439-4614 au poste 245
pajcharlevoix@cldcharlevoixest.ca

www.placeauxjeunes.qc.ca
www.accrodesregions.qc.ca

On t'attend !

Cet avis de recherche s'applique également à d'autres régions.
Consultez le site Internet de Place aux jeunes pour plus de détails!
www.placeauxjeunes.qc.ca

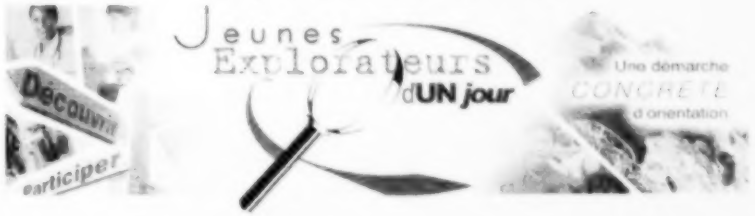
STAGE D'UN JOUR DANS UN SERVICE PUBLIC POUR LES ÉLÈVES DE 4E ET 5E SECONDAIRE

- Tu t'interroges sur ton orientation professionnelle?
- Administration, communications, sciences et technologies, tu te demandes quel domaine d'études choisir?
- Tu aimerais vivre un stage d'une journée pour découvrir un métier qui t'intéresse particulièrement?
- Tu souhaites découvrir le secteur des services publics?
- Fais vite, tu as jusqu'au 15 décembre pour t'inscrire à cette journée qui se déroulera le 26 avril 2007!

?

Consultez le site suivant pour plus de détails :
www.jeunes-explorateurs.org

Participez à la *Journée*



RECRUTEMENT D'ORGANISMES DU SECTEUR PUBLIC

Vous aimeriez permettre à des jeunes étudiants d'explorer un métier qui les intéresse particulièrement et, par la même occasion, de découvrir le rôle important que jouent quotidiennement les services publics. Le programme « Jeunes explorateurs d'un jour » (anciennement « Jeune fonctionnaire d'un jour ») vous permet, à nouveau cette année, de contribuer à ce double objectif.

En effet, « Jeunes explorateurs d'un jour » vise tout d'abord à aider les jeunes élèves de 4e et 5e secondaire de la région de Québec devant faire une réflexion sur leur choix de carrière. Les élèves participants ont ainsi la chance d'effectuer un stage d'un jour auprès d'un employé du secteur public qui exerce une profession qui les intéresse, ce qui leur permet d'entrer en contact avec la réalité du travail tout en découvrant les multiples facettes de la profession ciblée.

Pour signifier votre intérêt à accueillir un stagiaire le 26 avril 2007, n'hésitez pas à visiter notre site web (www.jeunes-explorateurs.org) ou à communiquer avec la coordonnatrice du programme, Mme Isabelle Cloutier, au (418) 641-3000, poste 6305.

Rencontre intergénérationnelle portant sur le remboursement de la dette publique

Par Nicole Moreau, agente de recherche au CPJ

Par le biais de sa Stratégie d'action jeunesse 2006-2009, le gouvernement du Québec a confié au Conseil permanent de la jeunesse la responsabilité d'organiser, en collaboration avec le Conseil des aînés, un événement visant à favoriser un dialogue intergénérationnel sur le remboursement de la dette publique. Cet événement aura lieu à Montréal les 27 et 28 avril prochain. Près d'une centaine de personnes participeront à ce débat. Les invitations seront transmises aux participants dès le début du mois de janvier.

Objectifs de l'événement

- **Sensibiliser** des représentantes et des représentants de tous les groupes d'âge de la population à la question du remboursement de la dette publique québécoise, à la complexité de ce sujet, à ses impacts potentiels sur l'avenir du Québec et sur son développement;

- **Initier un dialogue** ouvert et transparent sur cette question entre des représentantes et des représentants de différents groupes d'âge de la population afin de favoriser une communication franche sur le sujet;

- Tenter d'**identifier des pistes de solution** possibles entre les représentantes et les représentants de ces différents groupes de la population québécoise :
  - sur les principes et les conditions en fonction desquels le remboursement de la dette pourrait s'effectuer;
  - sur le temps requis pour le remboursement de la dette;
  - sur les impacts potentiels sur les services publics;
  - sur la contribution des autres acteurs concernés.

Table québécoise de la sécurité routière

La Table québécoise de la sécurité routière, ça vous dit quelque chose? Peut-être avez-vous vu ou entendu dans les médias récemment son président, monsieur Jean-Marie De Koninck, bien connu dans le domaine de la sécurité routière, entre autres, à titre d'instigateur d'Opération Nez Rouge? Saviez-vous que le CPJ siège sur cette Table? Pour en savoir un peu plus, voici quelques informations :

Le ministre des Transports et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, monsieur Michel Després, a annoncé la création de cette Table il y a déjà un an.

Cette Table, qui est un forum permanent d'échange, réunit une trentaine de personnes provenant des milieux policier et municipal, des associations d'usagers, des ministères, des organismes gouvernementaux et d'autres secteurs d'activité. Son mandat est de conseiller le ministre des Transports et de lui proposer des actions ou des interventions permettant d'améliorer la sécurité routière. Ainsi, la Table sera amenée à identifier des pistes d'action concrètes qui viseront tant le comportement des usagers de la route que la sécurité des véhicules et celle des infrastructures routières.

Comme les jeunes âgés de 16 à 24 ans sont surreprésentés dans les accidents de la route, le CPJ est appelé à être la voix des jeunes au sein de la Table à plusieurs égards… Comme ce dossier risque de vous intéresser, nous vous tiendrons informés de l'évolution des propositions et des décisions de la Table au fil des prochains *Rouage*!

? Visitez le site de la Table :

Comité des partenaires de la Stratégie d'action jeunesse

La première rencontre du Comité des partenaires de la Stratégie d'action jeunesse a eu lieu le 14 novembre dernier en présence de monsieur Jean Charest, premier ministre et ministre responsable des dossiers jeunesse.

Le rôle du Comité des partenaires est d'appuyer le Secrétariat à la jeunesse dans le suivi et la mise en oeuvre de la Stratégie, de soutenir le gouvernement afin que cette stratégie corresponde le plus fidèlement possible aux besoins des jeunes et d'examiner la possibilité de créer un fonds capitalisé en soutien aux initiatives jeunesse.

En plus de participer activement au Comité de modernisation du Conseil permanent de la jeunesse, l'exécutif du CPJ participera aux trois sous-comités autour du suivi de la mise en oeuvre de la Stratégie (éducation et santé, emploi/entrepreneuriat et présence des jeunes dans la société). Également, le CPJ participera aux deux sous-comités portant sur des questions particulières, soit sur la création d'un fonds capitalisé ainsi qu'un autre sur l'utilisation de l'enveloppe dévolue aux projets nationaux.

AFFAIRES INTERNATIONALES

Participation du Conseil permanent de la jeunesse au XI[e] Sommet des chefs d'États et de gouvernements de la Francophonie

À l'occasion du XI[e] Sommet de la Francophonie, le Conseil international des organisations de jeunes de la Francophonie (CIJEF) était représenté par quatre de ses membres en vue de sensibiliser les chefs d'États et de gouvernements à la cause de la jeunesse au sein de l'espace francophone.

En effet, les gouvernements du Nouveau-Brunswick, du Québec, du Luxembourg et du Tchad ont démontré l'importance qu'ils accordent à la jeunesse en permettant aux délégués représentant leur pays au sein du CIJEF de faire partie de la délégation du Sommet qui a eu lieu les 28 et 29 septembre 2006, à Bucarest en Roumanie.

Depuis la création du CIJEF en octobre 2005, avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les conseils nationaux de la jeunesse qui le composent comptent devenir l'interface privilégiée entre la jeunesse de la Francophonie et l'OIF en dotant les jeunes francophones âgés entre 18 et 30 ans d'un cadre de concertation, de consultation et de participation leur permettant de prendre activement part aux décisions qui conditionnent leur avenir et celui de nos sociétés.

Le thème du XI[e] Sommet des chefs d'États et de gouvernements de la Francophonie *Les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'éducation* a particulièrement inspiré les membres du CIJEF qui ont rédigé une déclaration qui tient compte des aspirations de la jeunesse de la Francophonie. Dans cette déclaration rédigée en vue d'être soumise aux décideurs, le CIJEF souligne que les technologies de l'information et de la communication sont devenues les composantes clés de la participation citoyenne et de la coordination entre groupes de jeunes, contribuant ainsi à la consolidation de la paix, de la démocratie et de l'état de droit.

Afin de donner à cette déclaration la visibilité essentielle susceptible d'apporter aux jeunes du CIJEF la reconnaissance nécessaire auprès des gouvernements, le premier ministre du Québec et ministre responsable des dossiers jeunesse, monsieur Jean Charest, a accepté d'assurer la présence du Conseil permanent de la jeunesse au Sommet de la Francophonie de Bucarest. Une opportunité hors du commun pour le CPJ et pour sa vice-présidente!

Lors de sa présence à Bucarest, la représentante du CPJ a pu partager l'avis de ses pairs sur les questions relatives aux politiques intersectorielles de jeunesse, à l'existence et au fonctionnement des Conseils nationaux de jeunes (organes censés servir de cadres nationaux de concertation, d'expression et d'action pour les jeunes) notamment concernant les volets de la représentativité, de l'autonomie et de la reconnaissance par lespouvoirs publics.

En outre, la présence du CPJ répondrait à l'appel de l'Assemblée générale de l'ONU pour une pleine et effective participation des organisations de jeunes à la prise de décisions aux niveaux local, national, régional et international.

Le XIIe Sommet de la Francophonie aura lieu lors des festivités du 400[e] anniversaire de la Ville de Québec. Il va sans dire que le CPJ suivra l'évolution de ce dossier avec grand intérêt!

EN BREF...

Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté CDEC

LE DÉLIBÉRANT | BULLETIN D'INFORMATION

L'éducation à la citoyenneté à votre portée

Le Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté (CDEC) est heureux d'annoncer la création de son nouveau bulletin d'information, Le Délibérant. Diffusé quatre fois par année, il aspire à devenir un lieu de passage et d'arrimage pour les enseignants et les intervenants soucieux d'encourager la participation citoyenne des jeunes de 12 à 17 ans. De brefs articles sur les outils et les programmes d'éducation à la citoyenneté du CDEC, offerts aux quatre coins du Québec, seront publiés. Vous serez invités à réagir et à partager vos observations et vos pratiques en milieu jeunesse avec le CDEC.

Pour plus de renseignements, contactez le CDEC :
Tél. : 514.729-4933 | Sans frais : 1.866.307.4933
cdec@citoyennete.qc.ca | www.citoyennete.qc.ca

Sommet de l'économie sociale et solidaire
Des dizaines de millions pour le développement de l'économie sociale et solidaire

SOMMET de l'économie sociale et solidaire
16 et 17 novembre 2006

Lors de ce sommet, le premier ministre, monsieur Jean Charest, a annoncé un investissement de 10 millions de dollars destiné aux entreprises du secteur de l'économie sociale. D'autres annonces d'investissement dans ce secteur suivront dans les prochaines semaines. Dans le cadre de cette rencontre, les acteurs et les partenaires du secteur de l'économie sociale ont appuyé unanimement une série de pistes d'action en faveur d'un développement économique sans perdant. Ces 650 leaders impliqués dans le développement et le soutien des entreprises collectives ont présenté des engagements formels pour soutenir le développement de ce secteur.

Le Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale a dévoilé, lors de l'*Événement Jeunesse et Économie sociale* du 17 octobre dernier, les résultats d'un sondage concernant les idées et les opinions que se font les jeunes (moins de 35 ans) de ce modèle entrepreneurial et organisationnel. Parmi les raisons qui attirent les jeunes vers l'économie sociale, la plus notable concerne les valeurs portées par ce secteur d'activités (solidarité, démocratie, développement durable, prise charge individuelle et collective). Soulignons également la perception qu'ont les jeunes de l'économie sociale en tant que moteur du développement local.

Consultez le site Internet du Chantier pour obtenir les résultats détaillés du sondage!

Pour consulter les communiqués relatifs au Sommet et à l'Événement Jeunesse, rendez-vous au :
www.chantiecqc.ca/sommet/statique/1.html

Les services de garde en milieu scolaire : inscrire la qualité au coeur des priorités

Le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) a lancé, le 28 septembre dernier, un avis abordant le sujet des services de garde en milieu scolaire.

Le recours aux services de garde en milieu scolaire est dorénavant un fait de société : plus de 230 000 enfants y sont inscrits, soit près de 40 % des élèves du primaire. Si, depuis 20 ans, et plus particulièrement au cours des 10 dernières années, les efforts ont porté sur l'accessibilité aux services de garde, il faut désormais inscrire leur qualité au cœur des priorités. C'est ce qu'affirme le CSE dans son avis intitulé *Les services de garde en milieu scolaire : inscrire la qualité au cœur des priorités.* Pour ce faire, le CSE considère qu'il faut :

- rehausser les exigences de formation du personnel et favoriser l'accès à la formation continue;
- renforcer les mécanismes de reddition de comptes;
- assurer un niveau de financement approprié en tenant compte d'un nouveau partage du coût entre l'État et les parents;
- renforcer le Règlement sur les services de garde en milieu scolaire;
- élaborer et soutenir localement une démarche d'amélioration continue de la qualité des services;
- soutenir et diffuser des projets mobilisateurs.

Conseil supérieur de l'éducation
Québec

Les publications du Conseil supérieur de l'éducation sont disponibles à l'adresse suivante, dans la section publications : www.cse.gouv.qc.ca

Le 5e Congrès AJIRR *aura lieu à La Tuque*

Le Carrefour jeunesse-emploi du Haut-St-Maurice a été mandaté afin d'organiser le prochain congrès de l'Avenir des jeunes innovateurs regroupés en région (AJIRR). Cet événement se tiendra les 4, 5 et 6 mai 2007 à La Tuque et aura pour thème « La vie en région… un rêve plus grand que nature ».

Les objectifs généraux poursuivis sont de développer un réseau de contacts entre les jeunes, favoriser le retour et l'implication des jeunes, faire la promotion des régions afin qu'elles deviennent des lieux d'attraction et développer de nouveaux outils d'intervention et de nouvelles pistes d'action pour faciliter le retour et l'intégration des jeunes en région.

La programmation sera disponible sur le site web d'AJIRR dès janvier.

Visitez le site Internet : www.ajirr.qc.ca
Pour informations : (819) 523-9274

24.10.2006 : Dépôt du rapport annuel de gestion du CPJ

Le 24 octobre dernier, le premier ministre, monsieur Jean Charest, également ministre responsable des dossiers jeunesse, a déposé à l'Assemblée nationale le rapport annuel de gestion du CPJ pour l'année financière s'étant déroulée du 1er avril 2005 au 31 mars 2006.

Ce document est disponible à l'adresse suivante :
www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/rapp_annuel2005-2006.pdf

Mise à jour du Répertoire des organismes jeunesse du Conseil permanent de la jeunesse

Au cours des dernières semaines, le Conseil permanent de la jeunesse a procédé à la mise à jour de son Répertoire des organismes. Tous les organismes qui en font partie ont reçu, par courrier, une fiche d'inscription sur laquelle ils devaient valider les informations les concernant et nous signaler à quelle catégorie d'organismes ils s'identifiaient.

Si ce n'est déjà fait, vous pouvez toujours nous faire parvenir la confirmation de vos coordonnées ou encore les modifications à effectuer. Les organismes désirant être inscrits au Répertoire peuvent télécharger un formulaire à l'adresse suivante : www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/temp/maj.pdf

Pour consulter le répertoire :
www.cpj.gouv.qc.ca/fr/repertoire.html
Pour vous inscrire au répertoire :
www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/temp/maj.pdf

Joyeuses fêtes!

L'équipe du CPJ

Ce bulletin est produit par le Conseil permanent de la jeunesse
Vous voulez diffuser de l'information, contactez-nous!
conseil.jeunesse@cpj.gouv.qc.ca ❖ 1-800-363-1049
www.cpj.gouv.qc.ca
12, rue Sainte-Anne, 2e étage, Québec (Québec) G1R 3X2

ISSN : 1188-0546

Conseil permanent de la jeunesse
Québec